

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



87/35

Notes pour une allocution du
très honorable Joe Clark,
secrétaire d'État aux
Affaires extérieures, à
l'Association des Gens d'Affaires
canadiens de Singapour

SINGAPOUR, le 17 juin 1987

OTTAWA

Le 19 juin 1987

Monsieur le président, Distingués invités, Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux de cette occasion qui m'est offerte de rencontrer les membres de l'Association des gens d'affaires canadiens de Singapour et de vous faire part de certaines réflexions sur les politiques et les approches du gouvernement canadien qui ont trait à la région de l'Asie et du Pacifique.

C'est à un Canadien, le regretté Marshall McLuhan, que l'on doit l'expression "village planétaire", et le Canada est l'un des pays les plus internationaux. Notre population vient des quatre coins du globe et nos politiques en matière de commerce, de développement, d'investissement, d'immigration et d'éducation reflètent toutes l'image d'une nation ouverte sur le monde. Nous avons, jusqu'à tout récemment, accordé plus d'attention à nos liens avec les pays outre-Atlantique, mais cette situation est en passe de changer.

Mon gouvernement reconnaît que notre prospérité future est liée à la région du Pacifique et qu'il nous faut établir et cultiver des relations étroites avec les pays de la région, des pays qui génèrent plus de la moitié du produit national brut mondial. Il y a trois ans, le commerce du Canada avec les pays du Pacifique surpassait son commerce avec les pays de l'Atlantique. Le Japon, la Chine, la Corée et l'Australie comptent parmi nos dix clients les plus importants, et nos échanges commerciaux avec les membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, l'ASEAN, ont triplé au cours des dix dernières années. La présence du milieu des affaires et du gouvernement canadiens dans la région est axée sur le long terme. Cette décision est claire et nette. Il faut maintenant nous appliquer à identifier d'autres initiatives que nous pourrions mener de concert.

Au départ, il faut dire que le Canada n'a pas un important marché intérieur qui lui permette de réaliser des économies d'échelle. Il mise plutôt sur la libre circulation des échanges, que ce soit avec des pays de la région du Pacifique ou encore avec d'autres parties du monde. Près de 30 % de son PNB provient directement des exportations. Cela signifie qu'un emploi sur trois chez nous dépend du commerce.

Le commerce est évidemment une réalité importante pour tous les pays de la bordure du Pacifique, et bon nombre d'entre vous ici sont très actifs dans ce domaine. Les échanges entre pays de la région du Pacifique ont représenté près de 40 % du commerce mondial l'an dernier.

Nous partageons votre vif désir d'amener le monde à un système favorable à la libéralisation des échanges. Toutes les nations doivent résister aux forces protectionnistes présentes dans chaque pays; mais il est plus facile d'y arriver lorsqu'on y résiste en bloc. Les intérêts nationaux diffèrent et il faut évidemment les respecter. Nous devons chercher à récompenser la productivité, à promouvoir la compétition constructive et à favoriser l'innovation technologique. Si nous devons reconnaître que chaque pays a ses propres préoccupations, il ne faut toutefois pas perdre de vue qu'il y a un intérêt global qui nous touche tous.

Le Canada a effectué un grand pas vers la libéralisation des échanges en entamant avec son principal partenaire commercial, les États-Unis, des négociations afin de conclure un arrangement qui permettra de libéraliser le commerce entre nos deux pays. C'est d'ailleurs pour la même raison que nous avons contribué très activement au lancement de la nouvelle série de Négociations commerciales multilatérales à Punta del Este, en Uruguay, où le Canada et Singapour ont d'ailleurs collaboré étroitement et efficacement. Il va de soi que tout accord conclu sera pleinement conforme aux dispositions du GATT. L'Histoire montre qu'une négociation commerciale couronnée de succès entre notre voisin et nous peut renforcer sensiblement le système commercial mondial.

Il y a 50 ans, les États-Unis étaient pris d'assaut par le protectionnisme. La Smoot-Hawley Act fut adoptée, et la politique protectrice et isolationniste qu'elle sous-tendait entraîna le monde dans une profonde dépression économique. Cette tendance destructrice fut stoppée lorsque le Canada et les États-Unis conclurent un accord en 1938. Cet accord devint la pierre d'angle du GATT, tout comme une entente conclue aujourd'hui entre le Canada et les États-Unis pourrait mettre un terme à la tendance nouvelle et croissante au protectionnisme chez nos voisins.

Permettez-moi de vous préciser deux réalités à propos de ce phénomène grandissant d'isolationnisme aux États-Unis. D'abord, cette attitude n'est pas partagée par l'Administration Reagan. Le Président a ses détracteurs de par le monde, mais il est indéniable qu'il cherche sincèrement à amener les Américains à se tourner vers l'extérieur plutôt que vers l'intérieur.

Cette réalité est particulièrement évidente en ce qui concerne la contrôle des armements. L'Administration veut conclure un accord viable avec l'Union soviétique, mais elle cherche aussi par tous les moyens à faire en sorte que l'accord soit négocié à des conditions acceptables pour ses alliés de l'OTAN en Europe. Ainsi, l'Europe n'aura aucune raison légitime de se sentir non protégée ou seule pour affronter l'arsenal conventionnel massivement à l'avantage des Soviétiques sur le continent européen.

Dans le même esprit, au chapitre du commerce international, l'Administration Reagan cherche franchement à éloigner les Américains du protectionnisme. La conclusion d'un accord de libéralisation des échanges entre le Canada et les États-Unis aurait notamment pour avantage de donner au Congrès américain la preuve de l'intérêt qu'il y a à réduire les barrières tarifaires. Si l'Administration ne peut mener à bonne fin ces négociations avec le Canada, elle aura de la difficulté à convaincre le Congrès qu'il serait à l'avantage des États-Unis de conclure des arrangements du genre avec le reste du monde!

J'en viens maintenant à la deuxième réalité: bon nombre d'Américains croient très sincèrement que le protectionnisme ne peut qu'avoir des retombées positives pour eux. Les superpuissances ont souvent l'illusion de l'invulnérabilité. Si vous êtes Singapour ou le Canada, vous savez que vous devez vous accommoder des développements qui surviennent de par le monde dans les secteurs du commerce ou de la technologie. Nul ne peut s'immuniser contre ces changements, qu'il s'agisse de l'Union soviétique, des États-Unis ou de n'importe quel autre pays. Mais certains Américains, et sans aucun doute certains Soviétiques, croient que les superpuissances peuvent, du fait de leur statut, se protéger contre ces changements. Si nous voulons voir s'instaurer un système commercial mondial plus ouvert, nous devons comprendre à quel point cette illusion est profondément enracinée, et encourager les dirigeants qui se tournent vers l'extérieur.

Une économie nord-américaine plus forte et plus vigoureuse offrira un marché plus dynamique à tous nos partenaires commerciaux; elle garantira l'accès à un marché de plus de 275 millions de consommateurs.

Nous ne devrions pas minimiser les risques que les déséquilibres actuels entre les grandes économies présentent pour le commerce mondial et, en fait, pour l'économie internationale. J'arrive à peine du Sommet de Venise où les participants se sont entendu sur la nécessité de procéder à des ajustements fiscaux et économiques d'envergure pour que les pays membres de l'OCDE atteignent leur objectif collectif d'un taux de croissance de 3 %, que le Fonds monétaire international considère essentiel à la gestion de

la dette internationale. Les décisions à ce titre reviennent principalement au Japon, à l'Allemagne et aux États-Unis - qui, par leurs politiques, contribuent tout particulièrement à alimenter ces déséquilibres. J'espère que chacune de ces nations puissantes procédera aux ajustements indispensables.

De plus en plus, les questions commerciales nous touchent tous directement. L'Histoire a montré que chaque série de négociations commerciales multilatérales depuis la fin de la guerre a eu pour effet de stimuler la croissance économique mondiale, à l'avantage de tous les pays. C'est pourquoi je suis très heureux que le Canada et les membres de l'ASEAN unissent leurs efforts pour assurer le succès de ces négociations, surtout dans le secteur de l'agriculture et des ressources.

De nouvelles règles commerciales peuvent contribuer à accroître les échanges entre le Canada et les États membres de l'ASEAN. Ces règles bénéficieront en retour de notre engagement commun envers un système de libre marché et l'esprit d'entreprise. Je note que les pays de l'Association exportent à l'heure actuelle plus de biens au Canada qu'ils n'en importent; l'écart est, en fait, de l'ordre de 75 millions \$. Une portion de plus en plus grande de ces exportations est constituée de produits finis ou manufacturés. La Malaisie, les Philippines et Singapour, par exemple, sont devenus les plus gros exportateurs de circuits intégrés au monde.

Il y a 20 ans, rares étaient les observateurs qui auraient pu prévoir l'esprit de cohésion et de coopération qui anime aujourd'hui l'ASEAN. À l'instar des autres partenaires commerciaux de l'Association, le Canada suit très attentivement la marche de l'ASEAN vers une intégration économique plus poussée. Nous applaudissons aux idées et stratégies mises de l'avant pour favoriser une plus grande coopération économique dans la région. Nous savons d'autre part qu'il faudra beaucoup de volonté et d'habileté politiques pour prendre les décisions difficiles qui permettront cette intégration.

Le Canada a cherché activement à accroître le commerce et l'investissement dans les deux sens avec les pays de l'ASEAN. En application de notre stratégie commerciale nationale, nous avons affecté plusieurs millions de dollars aux activités visant à aider diverses sociétés canadiennes à tirer profit d'occasions commerciales ici même. Jusqu'à maintenant, des études de marché ou des entreprises en coparticipation ont été réalisées dans les secteurs du pétrole et du gaz, des télécommunications, de la foresterie, de la haute technologie, des articles de sport et de l'aérospatiale. Cette année, nous entreprendrons

13 études additionnelles dans des secteurs choisis, comme le transport et le traitement des aliments; ces études seront publiées un peu plus tard cette année.

Nous continuerons de financer des missions commerciales sectorielles dans divers pays de l'ASEAN et d'accueillir au Canada des décideurs influents du milieu des affaires. Quatorze missions sont prévues cette année dans des domaines comme le transport de l'énergie, les communications rurales et l'élevage. En outre, dans le cadre de nos efforts en vue de promouvoir le commerce dans les deux sens, nous avons mis sur pied un fonds réservé à la région de l'ASEAN pour participer aux coûts de séminaires de commercialisation et pour financer des missions commerciales au Canada.

En septembre dernier, mon ministère a parrainé à Vancouver le Forum Canada-ASEAN. Cette rencontre a réuni des représentants du milieu des affaires et de l'industrie du Canada et des pays membres de l'Association pour discuter de coopération dans les domaines du commerce et de l'investissement. Elle a également fourni à des représentants du secteur privé l'occasion d'examiner les entreprises en coparticipation, et les possibilités de transfert de technologie et de fabrication sous licence, particulièrement dans les secteurs de l'énergie, des communications et de l'exploitation minière.

Au nombre des autres initiatives spéciales en 1986, je peux mentionner la Conférence Canada-Malaisie tenue à Ottawa, le Dialogue Thaïlande-Canada à Bangkok, et évidemment l'exposition EXPO '86 de Vancouver qui a connu un énorme succès et à laquelle chaque pays membre de l'ASEAN était représenté. Ces événements sont venus s'ajouter au dialogue que nous entretenons dans le contexte de l'Accord Canada-ASEAN de coopération économique.

Nous savons que l'Association a accordé la priorité à une coopération accrue axée sur l'investissement par le biais d'entreprises en coparticipation et de transferts de technologie. À l'heure actuelle, le Programme de coopération industrielle de l'Agence canadienne de développement international participe à plus de 150 projets de l'ASEAN - la plupart consistant surtout en des entreprises en coparticipation et en des études de préféabilité. Nous sommes conscients que les firmes canadiennes ont besoin de renseignements plus détaillés quant aux avantages d'une participation aux projets menés dans les pays de l'ASEAN, et c'est pourquoi nous préparons actuellement des publications sur les occasions de commerce et d'investissement dans la région. Si le milieu canadien des affaires veut voir ses efforts couronnés de succès en Asie du Sud-Est, il devra y envoyer des investisseurs tout autant que des vendeurs.

Le secteur privé a déjà amorcé un changement de cap. C'est ainsi qu'a été mis sur pied le Conseil des gens d'affaires ASEAN-Canada; son conseil d'administration dresse aujourd'hui l'ordre du jour de la première réunion plénière, qui devrait avoir lieu à Manille en novembre.

Le Canada est présent depuis longtemps à Singapour. Les provinces de l'Ontario et du Québec y maintiennent des bureaux régionaux actifs, et 80 sociétés canadiennes - petites, moyennes et grandes - y ont des succursales. Pleinement conscientes du rôle de Singapour comme centre bancaire international de plus en plus influent, les cinq plus grosses banques canadiennes et la plus importante société de fiducie du Canada ont décidé d'y ouvrir des bureaux. En fait, quatre des six banques d'investissement qui ont le plus gros chiffres d'affaires à Singapour sont canadiennes et, sur la base des actifs, les cinq banques canadiennes se classent parmi les dix premières des 50 banques d'investissement.

Comme preuve additionnelle de l'expansion de notre relation commerciale, je suis très heureux de noter que la United Overseas Bank (UOB) de Singapour a maintenant été constituée en société au Canada et qu'elle se verra bientôt accorder une licence complète. La UOB est la deuxième banque de Singapour qui se soit implantée au Canada. Les activités bancaires sont assurément l'un des éléments moteurs de la croissance du commerce et de l'investissement. Je suis heureux d'accueillir la UOB dans la communauté des banques étrangères qui opèrent au Canada.

Et je suis heureux de dire qu'Air Canada est maintenant ici pour y rester, comme suite aux négociations aériennes qui se sont terminées ici même aux petites heures le 30 mai. Nos deux gouvernements ont fait un effort particulier pour veiller à ce que le nouvel accord sur les services aériens serve d'assise à une expansion future et à la croissance des relations commerciales, de l'investissement et du tourisme. Je suis convaincu que tous les transporteurs concernés, en l'occurrence SIA, Air Canada et CAIL, sont assurés que cet accord renferme des avantages réciproques mutuellement bénéfiques.

Samedi, je rencontrerai l'Association des anciens étudiants canadiens de Singapour. Depuis plus d'un quart de siècle, les étudiants représentent un lien très réel entre nos pays. Il y a toujours en moyenne plus de 1 600 étudiants de Singapour au Canada. Nos deux pays ont bénéficié de ce mouvement. Les maisons canadiennes d'enseignement s'enrichissent au contact d'étudiants de divers milieux et de diverses cultures. Lorsqu'ils deviennent des représentants commerciaux et culturels officieux des deux pays et des ambassadeurs de bonne volonté, le Canada en bénéficie. La qualité de

l'instruction offerte à peu de frais au Canada ne fait pas de doute. Il suffit de s'arrêter au succès qu'ont connu bon nombre de diplômés canadiens dans les secteurs public et privé de Singapour. Bon nombre de cadres supérieurs - plusieurs sont d'ailleurs présents ici aujourd'hui - et quatre des secrétaires permanents de Singapour, dont deux du ministère de l'Éducation, ont fait leurs études au Canada. Je ne pourrais trouver d'exemple plus éloquent des avantages d'une instruction au Canada.

Les étudiants de Singapour sont les bienvenus chez nous. À l'avenir, nous nous appliquerons à fournir des renseignements plus détaillés et du counselling sur les diverses possibilités d'études au Canada.

Grand centre économique et commercial, Singapour est en voie de devenir le modèle de l'État post-industriel. Un important élément de sa stratégie commerciale consiste à développer des liens avec la Chine, et Singapour se considère comme une voie d'accès à ce vaste marché. C'est un point sur lequel le Canada et Singapour devraient se consulter, étant donné que nous accordons nous aussi une attention considérable à la Chine. En tant que porte sur la Chine ou même en tant que voie d'accès importante à l'Asie, Singapour semble avoir la souplesse et la polyvalence voulues pour mettre à contribution ses capacités avérées dans le secteur des transports et des finances et devenir un centre régional de technologie et de services sophistiqués de gestion.

Comme Singapour, le Canada connaît l'importance d'une solide industrie de la technologie de l'information. Bon nombre de nos compagnies ont une réputation internationale dans leur domaine et elles sont déjà très connues à Singapour. Pour donner une exposition plus grande encore à nos compagnies et à leurs produits sur ce marché, le Canada sera de nouveau très présent au salon informatique de Singapour qui se tiendra du 27 au 30 août. Notre participation l'année dernière a été couronnée de succès.

D'autre part, conscient du fait que Singapour est en pleine croissance et désireux de participer à cette croissance, le Canada, en collaboration avec la Fédération des chambres du commerce et de l'industrie de Singapour, tiendra une grande conférence de deux jours sur le commerce et l'investissement dans les deux sens, durant le premier trimestre de 1988 à Singapour. Des décideurs seniors du secteur privé canadien discuteront à cette occasion avec leurs homologues et avec les présidents de sociétés des possibilités d'entreprises en coparticipation, d'accords de licence, de commercialisation dans des pays tiers, de technologies nouvelles, et d'occasions d'investissement. Je

tiens à souligner que notre thème est le commerce et l'investissement dans les deux sens. Je sais que nous pouvons compter sur le soutien et la participation enthousiastes de l'Association des gens d'affaires canadiens et de ses membres.

Il y a des limites à ce que les gouvernements peuvent accomplir comme gouvernements. C'est pourquoi je suis très heureux de constater que le secteur privé au Canada planifie des activités en Asie du Sud-Est, et plus particulièrement à Singapour. Dans cette optique, le nouveau Conseil d'affaires ASEAN-Canada est le bienvenu; je suis sûr que sa présence ajoutera aux activités en cours. Je sais que l'Association des gens d'affaires canadiens de Singapour poursuivra son rôle positif et je tiens à la remercier, non seulement pour le chaleureux accueil qu'elle nous a réservé aujourd'hui, mais pour sa contribution à la promotion du commerce entre nos deux pays.

Je vous remercie.